

STOP A L'OFFENSIVE DE MACRON

Son objectif est de soumettre toute la société française aux exigences du capitalisme

De nouveaux milliards de ca-
deaux sont prévu en 2019, 22 nou-
veaux milliards au titre du CICIE (Crédit
Impôt Compétitivité Emploi), 20 mil-
liards en 2018. Tout le budget national
est construit pour favoriser totalement
les entreprises et leurs profits, baisser
toujours plus ce qu'il appelle le "coût du
travail" comme l'exige le patronat.

Les cotisations sociales vont
disparaître, sur les salaires au SMIC,
sur les heures supplémentaires... ces
exonérations n'iront pas dans les cais-
ses de la Sécurité Sociale.

C'est toute la protection sociale qui est attaquée

La baisse des allocations socia-
les, les attaques sur les retraites, le
logement, la formation professionnelle,
les indemnités chômage, maladie,
vieillesse, accidents du travail... ne sont
pas le fruit du hasard. C'est le résultat
d'une politique cohérente aux profits
des entreprises.

Le patronat en veut encore plus,
comme une exonération totale des coti-
sations sociales ou la baisse de la fis-
calité ...

Macron évoquait son admiration
pour le modèle danois de flexisécuri-
té « dans ce pays on peut licencier avec
un simple texto... »

Il ne fait de mystère pour person-
ne que Macron a l'intention de poursui-
vre sa destruction des acquis sociaux.
Pour des raisons simples et fondamen-
tales il est le représentant du capital au
sommet de l'Etat qui guide jour après
jour cette destruction.

La suppression des cotisations salariales de la sécurité sociale

Dans la logique fondatrice de
l'assurance chômage, l'indemnisation
des assurés venaient en contrepartie
d'une cotisation versée durant les pério-
des d'emploi. Je cotise pour être indem-

nisé quand le risque survient. **C'est le
fondement du caractère contributif
de notre protection sociale obligatoi-
re.** Le principe d'un remplacement des
cotisations par l'impôt (comme la CSG)
percute frontalement cet acquis histori-
que. Le gouvernement avance vers un
changement de nature profond qu'il
opère jour après jour, progressivement.
**La CSG finance des prestations à la
place des cotisations des assurés.
Le sens même de la sécurité sociale
est en train de changer pour la faire
disparaître.** La sécurité sociale françai-
se ne serait plus financée sur le travail
mais sur l'impôt et les assurances pri-
vées.

La réforme des retraites vise à
faire disparaître le système de retraite
par répartition et à la mise en place
d'une retraite par points.

La réalité du Plan Santé

Après le plan Pauvreté (voir
article sur le site) **voici le plan Santé.
54 mesures qui préparent la privati-
sation de la santé.**

La situation est devenue ingéra-
ble entre le manque de moyens, les
fermetures de services, le surmenage
du personnel, les morts de malades. Ce
secteur subit de plein fouet les politi-
ques d'austérité des gouvernements
successifs. Macron poursuit et coupe
les budgets permettant d'embaucher
des personnels de santé, il invente les
assistants médicaux, 4 000 postes,
subventionnés par la Sécurité Sociale
qui gèreraient le travail administratif et
médical des médecins...Il impose 1,6
milliard d'économie aux hôpitaux en
2018! Qui vont aggraver la crise des
hôpitaux !

La création « d'hôpital dit de
proximité » va entraîner la fermeture de
nombreux services dans les hôpitaux.
Pour les patients cela signifie une plus
grande difficulté à se faire soigner, pour
les hospitaliers: mutations, suppres-
sions de postes, surcharge de travail. Il
veut rationaliser les services ainsi les

urgences seront interdites au patient,
qui devra voir dans la journée un géné-
raliste volontaire !... L'urgence sera à la
charge du patient car il a son médecin
référant à la Sécurité Sociale, il n'est
pas remboursé s'il en voit un autre.. Ce
n'est pas un plan santé pour soigner
mais pour "économiser".

**Un projet clair: réorganiser le
secteur de la santé dont le seul but
est de le privatiser, le livrer aux ap-
pétits des cliniques privées par les
regroupements.**

La casse des services publics.

50.000 emplois vont disparaître
dans la seule fonction public d'Etat d'ici
2022, rappelons que l'objectif du pou-
voir est d'en supprimer 120000 au to-
tal. 1.800 postes d'enseignants du se-
condaire seront supprimés en 2019. Le
rapport CAP22 note: généralisation des
contractuels pour les recrutements
dans la fonction publique,

Seuls les budgets de la police, la
gendarmerie, de la défense vont aug-
menter, la politique répressive est à
l'ordre du jour.

Cette politique n'épargne personne

Le gouvernement a prévu de
supprimer 1600 postes sur 3500 au
ministère des sports. Ce sont des pos-
tes de conseillers techniques et sportifs
auprès des fédérations sportives. Leur
mission est d'assurer le développement
des politiques sportives du sport dans
les territoires.

De nouvelles difficultés pour les
clubs déjà pénalisés par la réduction
des emplois aidés et par la diminution
des financements publics en général.

**Le budget sport 2019 est en
baisse de 7%, après une réduction de
6% en 2018.**

Le ministère des sports est remplacé

Suite page 3